

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	15 fr.
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	20 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

15 octobre — Loi accordant l'autonomie douanière à l'Indochine. (Arrêté de promulgation n° 189 du 18 avril 1941). 230

15 décembre — Décret qui énumère les contingents des marchandises originaires de France, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, et des colonies françaises à l'importation en Indochine pour 1941. (Arrêté de promulgation n° 189 du 18 avril 1941) 231

31 décembre — Arrêté interministériel fixant le régime des dérogations aux dispositions portant réglementation douanière de l'Indochine. (Arrêté de promulgation n° 189 du 18 avril 1941) 233

1941

2 février — Décret relatif à la désignation d'ordonnateurs secondaires du secrétaire d'Etat à l'aviation dans les colonies. (Arrêté de promulgation n° 190 du 18 avril 1941) 233

21 février — Décret qui fixe la situation, en matière d'avancement et d'ancienneté, des fonctionnaires appartenant aux corps et services des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, mobilisés ou engagés pour la durée de la guerre, et les dispense de certains examens. (Arrêté de promulgation n° 188 du 18 avril 1941) 234

4 mars — Décret qui rend applicables dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies :

1^o — la loi du 24 août 1940 portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante;

2^o — la loi du 4 septembre 1940 portant interdiction aux capitaines de navires de commerce français de soustraire

leur bâtiment au contrôle des autorités françaises. (Arrêté de promulgation n° 213 du 25 avril 1941) 235

5 mars — Décret qui prohibe, en France pour toute autre destination que l'Algérie et en Algérie pour toute autre destination que la France, la sortie ainsi que la réexportation de produits et déchets végétaux non dénommés. (Arrêté de promulgation n° 221 du 30 avril 1941). 236

9 mars — Décret étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies le décret du 26 décembre 1940 qui fixe la durée de la période pendant laquelle les fonctionnaires juifs ayant cessé d'exercer leurs fonctions, par application de la loi du 3 octobre 1940, percevront leur solde ou leur traitement. (Arrêté de promulgation n° 214 du 25 avril 1941) 237

14 mars — Décret étendant aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 28 février 1941 relative à la certification du chèque. (Arrêté de promulgation n° 222 du 30 avril 1941) 237

12 avril — Loi relative à la célébration de la fête du 1^{er} mai. (Arrêté de promulgation n° 219 du 28 avril 1941) 238

Addendum au décret du 15 décembre 1940 qui énumère les produits originaires d'Indochine devant être admis en franchise de droits de douane dans les colonies françaises. 239

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

25 avril — N° 229 — Arrêté instituant une surtaxe locale temporaire sur les billets voyageurs de la ligne d'Aného. 239

1941

11 avril — N° 1293 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française portant désignation des membres du conseil d'administration du Togo. 239

18 avril	—	N° 187 — Arrêté modifiant les limites et portant classement de la forêt de Nuatja-Sud (cercle d'Atakpamé).	240
18 avril	—	N° 191 — Arrêté portant classement de la station forestière de Togblékoué.	240
19 avril	—	N° 312 — Décision constituant une commission de réforme.	241
25 avril	—	N° 216 — Arrêté portant création d'un secteur auxiliaire des douanes.	241
25 avril	—	N° 217 — Arrêté fixant les majorations pour frais généraux à appliquer aux cessions de travaux faites par le service des travaux publics et transports.	242
Nominations, mutations, etc...		concernant le personnel.	242
Divers			244

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

1940

13 septembre	—	Arrêté interministériel au sujet des demandes d'autorisation d'exportation de marchandises.	245
--------------	---	---	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Avis de concours	{	Ecole coloniale	246
		Cadre supérieur de la police du Togo.	246
		Cadre de facteur auxiliaire des P.T.T.	246
Domaines			247

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Autonomie douanière et importation des marchandises en Indochine

ARRETE N° 189 portant promulgation.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 15 octobre 1940;

Vu le décret du 15 décembre 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 31 décembre 1940;

Vu les instructions en date du 3 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — La loi du 15 octobre 1940 qui accorde l'autonomie douanière à l'Indochine;

2° — Le décret du 15 décembre 1940 qui énumère les contingents des marchandises originaires de France, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, et des colonies françaises à l'importation en Indochine pour 1941;

3° — L'arrêté interministériel du 31 décembre 1940 fixant le régime des dérogations aux dispositions portant réglementation douanière de l'Indochine.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

Autonomie douanière en Indochine

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les actes subséquents sont abrogés, pour compter du 31 décembre 1940, en ce qui concerne l'Indochine.

L'Indochine jouira, à partir du 1er janvier 1941, de l'autonomie douanière dans les conditions ci-après :

ART. 2. — Des décrets contresignés par les ministres secrétaires d'Etat aux finances, à l'agriculture, à la production industrielle et au travail et le secrétaire d'Etat aux colonies et pris sur la proposition du gouverneur général de l'Indochine détermineront chaque année, avant le 15 décembre, pour l'année suivante :

D'une part, la liste des produits originaires de France et d'Algérie qui seront admis en franchise des droits de douane en Indochine;

D'autre part, la liste des produits originaires d'Indochine qui seront admis en franchise des droits de douane en France et en Algérie.

ART. 3. — Des décrets contresignés par le secrétaire d'Etat aux colonies, pris sur la proposition du gouverneur général de l'Indochine, détermineront, chaque année, avant le 15 décembre, pour l'année suivante :

D'une part, la liste des produits originaires des colonies françaises et territoires africains sous mandat qui seront admis en franchise des droits de douane en Indochine;

D'autre part, la liste des produits originaires d'Indochine qui seront admis en franchise des droits de douane, dans les autres colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 4. — Des décrets contresignés par le secrétaire d'Etat aux colonies, pris sur la proposition du gouverneur général de l'Indochine, après avis du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et du ministre secrétaire d'Etat aux finances, détermineront, pour chaque pays étranger, chaque année avant le 15 décembre, pour l'année suivante, la liste des produits originaires de chaque pays étranger qui pourront être admis, en Indochine, en franchise des droits de douane en contrepartie des avantages similaires que les mêmes pays accorderont aux marchandises originaires d'Indochine.

ART. 5. — Les droits à l'importation en Indochine, en tarif général et en tarif minimum, ainsi que les prohibitions d'entrée en Indochine, des marchandises de toutes provenances, y compris la France, l'Algérie et les colonies françaises ou territoires africains sous mandat, non admises en franchise des droits de douane, seront établis par des délibérations du conseil

de gouvernement ou de sa commission permanente, approuvées par décrets contresignés par le secrétaire d'Etat aux colonies.

Des modérations de droits à l'importation en Indochine peuvent être accordées, dans les mêmes formes, en contrepartie d'avantages similaires accordés aux produits originaires d'Indochine.

ART. 6. — Les droits à l'importation en France et en Algérie, en tarif général et en tarif minimum, des marchandises originaires d'Indochine, qui ne seront pas admises en franchise des droits de douane seront établies par décrets contresignés par le ministre secrétaire d'Etat aux finances et le secrétaire d'Etat aux colonies.

Des modérations de droits à l'entrée en France et en Algérie peuvent être accordées suivant la même procédure aux marchandises originaires d'Indochine.

ART. 7. — Les droits à l'importation frappant les marchandises originaires d'Indochine, dans les autres colonies et les territoires africains sous mandat seront déterminés par décrets contresignés par le secrétaire d'Etat aux colonies.

Des modérations de droits à l'importation dans les autres colonies et les territoires africains sous mandat peuvent être accordées, suivant la même procédure, aux marchandises originaires d'Indochine.

ART. 8. — Les contingents annuels à l'importation en Indochine des marchandises de toutes provenances, y compris la métropole et l'Algérie; les colonies françaises et territoires africains sous mandat et la répartition de ces contingents entre la France et l'Algérie, les autres colonies et les territoires africains sous mandat et les différents pays étrangers, sont établis, chaque année, avant le 15 décembre, pour l'année suivante, par des délibérations du conseil de gouvernement ou de sa commission permanente, approuvées par décrets contresignés par le secrétaire d'Etat aux colonies, après avis du ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

ART. 9. — Les produits étrangers ayant acquitté des droits de douane en France, en Algérie ou dans une colonie française et réexpédiés en Indochine, sont soumis dans cette colonie au paiement de la différence pouvant exister entre les droits du tarif indochinois et ceux qu'ils ont précédemment acquittés.

Réciproquement, les produits étrangers ayant acquitté des droits de douane en Indochine sont soumis à leur entrée en France, en Algérie ou dans une autre colonie, au paiement de la différence pouvant exister entre les droits du tarif métropolitain ou du tarif local et ceux qu'ils ont acquittés en Indochine.

ART. 10. — Les droits de sortie ainsi que les prohibitions de sortie d'Indochine des marchandises pour toutes destinations seront établis par des délibérations du conseil de gouvernement ou de sa commission permanente, approuvées par décret contresigné par le secrétaire d'Etat aux colonies.

Toutefois, en cas d'urgence, et à condition d'en rendre compte, par câble, au secrétaire d'Etat aux colonies, le gouverneur général peut, en cas d'événements graves ou cas de force majeure, rendre les délibérations instituant des prohibitions de sortie provisoirement exécutoires.

ART. 11. — Les exemptions ou modérations de droits dont peuvent bénéficier les produits importés en Indochine sont subordonnées à la double condition du transport en droiture et à la production des justifications réglementaires.

Le gouverneur général de l'Indochine accordera les dérogations exceptionnelles à la règle du transport en droiture pour des produits et des parcours déterminés.

Le gouverneur général de l'Indochine rendra compte au secrétaire d'Etat aux colonies des dérogations qu'il accordera à titre permanent.

ART. 12. — Un arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies fixera les détails d'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 octobre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

YVES BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat

aux affaires étrangères,

PAUL BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,

PIERRE CAZIOT.

Le ministre secrétaire d'Etat

à la production industrielle et au travail,

RENÉ BELIN.

Le contre-amiral secrétaire d'Etat

aux colonies,

AMIRAL PLATON.

Contingents annuels à l'importation en Indochine

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 8 de la loi du 15 octobre 1940;

Vu la délibération du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 15 décembre 1940, portant fixation des contingents annuels d'importation en Indochine pour l'année 1941;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée la délibération du conseil de gouvernement de l'Indochine, en date du 15 décembre 1940, portant fixation, pour l'année 1941, des contingents annuels à l'importation en Indochine, énumérés à la liste C annexée au présent décret.

ART. 2. — Le gouverneur général de l'Indochine pourra, si les circonstances l'exigent et à la charge d'en rendre compte au secrétaire d'Etat aux colonies, octroyer à titre exceptionnel et non renouvelable, en contre-partie d'avantages équivalents, les parts de contingents qui ne pourraient être utilisées à des pays tiers qui seraient en mesure d'effectuer les fournitures.

ART. 3. — Le gouverneur général de l'Indochine pourra, si les circonstances l'exigent et à charge d'en rendre compte au secrétaire d'Etat aux colonies, octroyer des contingents supplémentaires, à titre exceptionnel et non renouvelable.

ART. 4. — Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies, est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 15 décembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,

AMIRAL PLATON.

**Liste des contingents de marchandises originales de France,
d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et des colonies françaises
à l'importation en Indochine pour 1941**

LISTE C.

(Extrait de la délibération du conseil de gouvernement du gouvernement général de l'Indochine)

En tonnes, sauf autrement spécifié.

NUMÉRO du tarif douanier indochinois (Voir nota <i>in fine</i> .)	DÉSIGNATION	PART de la France et de l'Algérie.	PART des colonies et des protectorats.	NUMÉRO du tarif douanier indochinois (Voir nota <i>in fine</i> .)	DÉSIGNATION	PART de la France et de l'Algérie.	PART des colonies et des protectorats.
17 bis (4)	Jambons cuits	9	0	185	Ciment blanc	2.000	0
19 A	Conserves de jambon ..	40	0	014, 015	Ammoniaque et produits		
19 B	Conserves de bœuf	0	Madagascar 70	à 022	ammoniacaux	600	0
31	Margarine	90	0	028	Borate de soude	90	0
35 ter	Lait non sucré	40	0	033	Carbure de calcium	2.500	0
35 quater	Lait concentré sucré ...	500	0	044 et 045	Acide chlorhydrique ...	40	0
36	Fromages	400	0	046 ter	Chlorate de soude	10	0
37 (1)	Beurre frais	0	0	047 (2)	Perchlorate de potasse .	15	0
37 (2)	Beurre salé	200	0	073	Acide sulfurique	250	0
46	Poissons secs	40	0	0108	Chlorure de calcium ...	100	0
47 (1)	Sardines conservées ...	60	Maroc 30	0151	Minium	270	0
47 (2 et 3)	Conserves d'autres pois-			0156	Potasse caustique	15	0
49 (4)	sons et de crustacés ...	100	Maroc 20	0165 bis	Soude caustique	1.500	0
68 (3 à 5)	Farine de froment	0	0	0165 ter,	Carbonate de soude ...	1.500	0
77	Semoules et pâtes	140	Tunisie 5	quater			
77	Vermicelles chinois	0	0	et quinquies			
78 bis	Sigou	0	0	0166	Sulfate de soude	200	0
79	Riz	0	0	0175	Oxyde de zinc	290	0
84 A à 87	Fruits	100	50	0203	Acide acétique	50	0
88	Graines oléagineuses ...	0	0	0214	Acide formique	650	0
93 bis	Préparations sucrées et			283	Teintures et couleurs ..	360	0
94 à 95, 98,	chocolat	230	0	à 298 ter			
98 bis				299 bis	Encre d'imprimerie	110	0
108	Thé	0	0	301	Crayons	25	0
109	Tabacs préparés	3.000	0	311 (1 à 3)	Savons	410	0
110 A	Huile d'olive	0	Tunisie 70	et 312			
(14 et 15)				318	Amidon	65	0
110 A à 111	Autres huiles	550	50	319 bis	Tapioca	20	Madagascar 100
111 bis A	Graisses végétales	23	0	320	Cire à cacheter	50	0
et B				321	Bougies	0	0
et 111 ter				351 A	Verres à vitre	1.800	0
112	Essences végétales	30	0	à 351 bis			
118	Camphre	10	0	359 à	Bouteilles vides	60	0
126	Espèces médicinales ...	15	0	359 quinqu.			
à 127 bis				361	Lampes électriques	30	0
141	Coton hydrophile	10	0	368 A	Fils de coton simple		
(10 et 11)				369 A	pour tissages écus ...	200	Pondichéry 1.700
158 C	Conserves de légumes .	500	0		Fils de coton retors		
158 D	Légumes secs	200	100		pour tissages	70	Pondichéry 70
171 bis	Vins (hectolitres)	150.000	Maroc et Tunisie	368 M	Fils de coton pour mer-	250	0
			10.000 dont	à 368 R	cerie		
			8.000 pour le	et 369			
			Maroc		Tissus de coton écus ...	1.450	Pondichéry 300
174	Alcool (hectolitres)	1.300	0	404	Toiles écus et blan-		
174 bis	Liqueurs, (hectolitres) .	3.500	0	à	chies	3.300	Pondichéry 30
174 quater	Eaux minérales natu-			437	Tissus teints et fabriqués		
	relles	2.000	0		avec fils teints	3.500	Pondichéry 85
					Tissus imprimés autres		
					que mouchoirs	255	0
					Couvertures de coton ..	45	0
					Autres fils et tissus de		
					coton	135	Pondichéry 40

NUMÉRO du tarif douanier indochinois. (Voir nota <i>in fine</i> .)	DÉSIGNATION	PART de la France et de l'Algérie.	PART des colonies et des protectorats	NUMÉRO du tarif douanier indochinois. (Voir nota <i>in fine</i> .)	DÉSIGNATION	PART de la France et de l'Algérie.	PART des colonies et des protectorats.
372 à 375	Fils de laine	60	0	614 <i>ter</i> B	Accessoires d'automobiles	200	0
459 A	Tissus de soie	50	0	620 D	Caoutchouc vulcanisé	4	0
à 459 P (3)	Tissus de rayonne	650	0	620 E	Tissus caoutchoutés	80	0
461 C	Papier Kraft	150	0	620 G	Ebonite	5	0
461 G (2)	Papiers	7.000	0	620 H	Pneus pour automobiles	900	0
461 G (3 et 4)	Papiers	400	0	620 J	Pneus pour cycles	200	0
481 A à D	Chaussures de cuir	50	0	620 K	Pneus pour pousses	200	0
589	Pétards et artifices	20	0	620 N (1)	Joints	12	0
611	Vannerie	10	0	620 N (2)	Chaussures de caoutchouc	90	0
	Bicyclettes	24	0	620 R	Autres ouvrages en caoutchouc	60	0
614 <i>bis</i>	Accessoires de bicyclettes	950	0	637	Bésicles	4	0
	Automobiles de tourisme	1.000	0	646 A	Bimbeloterie	140	0
614 <i>ter</i> A	Automobiles industrielles	1.000	0	à 646 <i>bis</i> C			

Nota. — I. — Les produits suivants sont contingentés en principe; cependant il n'y a pas lieu de fixer des contingents à leur entrée en Indochine pour l'année 1941:

Boyaux, plumes à lit apprêtées, saindoux, nids d'hirondelles, poissons frais, cornes de bétail, maïs en grains, manioc, sucres, café, poivre, caoutchouc, bières, eaux minérales artificielles, ciments autres que blanc, oxygène et acétylène.

II. — Les numéros du tarif ci-dessus ont été établis en considérant qu'ils correspondent exactement aux numéros de la nomenclature du tarif français. S'il en est autrement ou si la nomenclature du tarif indochinois vient à être modifiée, ces numéros devront être adaptés par le gouverneur général de l'Indochine, de manière à accorder les contingents ci-dessus précisés à tous les articles désignés sous ces numéros dans le tarif français.

Autonomie douanière en Indochine

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX FINANCES ET LE
CONTRE-AMIRAL SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES;

Vu la loi du 15 octobre 1940 accordant l'autonomie douanière à l'Indochine;

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions portant réglementation douanière sont établies en Indochine suivant la procédure et dans les formes prévues par l'article 5 de la loi du 15 octobre 1940 pour l'établissement des droits à l'importation en tarif général et en tarif minimum.

ART. 2. — Les exemptions ou modérations de droits dont peuvent bénéficier les produits importés d'Indochine, dans la métropole, en Algérie ou dans les colonies françaises, sont subordonnées à la double condition du transport en droiture et à la production des justifications d'origine réglementaires.

Pour l'importation des produits indochinois en France, en Algérie et dans les colonies françaises, des dérogations aux règles du transport en droiture pourront être accordées, exceptionnellement, après entente avec les départements ministériels intéressés soit par le directeur général des douanes, soit par le gouverneur général de l'Algérie, soit par les gouverneurs généraux et gouverneurs.

ART. 3. — Les marchandises expédiées d'Indochine vers la France, l'Algérie ou les colonies françaises avant le 30 novembre 1940 bénéficieront de la réglementation antérieure à la loi du 15 octobre 1940,

même si elles ne sont déclarées pour la consommation qu'après passage dans les entrepôts ou dépôts de douane.

ART. 4. — Le directeur général des douanes en France, le gouverneur général de l'Algérie, les gouverneurs généraux et gouverneurs des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 31 décembre 1940.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,
AMIRAL PLATON.

Ordonnateurs secondaires

ARRETE N° 190 promulguant au Togo le décret du 2 février 1941 relatif à la désignation d'ordonnateurs secondaires du secrétaire d'Etat à l'aviation dans les colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 février 1941;

Vu les instructions en date du 31 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 2 février 1941 qui abroge et remplace le décret du 26 novembre 1936 portant désignation d'ordonnateurs secondaires du secrétaire d'Etat à l'aviation dans les colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du secrétaire d'Etat aux colonies et du secrétaire d'Etat à l'aviation;

Vu la loi du 30 juin 1933, portant organisation du ministère de l'air;

Vu le décret du 31 mai 1862, portant règlement général sur la comptabilité publique;

Vu le décret du 25 juin 1934 portant réforme générale de la comptabilité publique;

Vu le décret du 13 octobre 1934 réglant le fonctionnement des formations de l'armée de l'air détachées aux colonies;

Vu le décret du 26 novembre 1936 portant désignation d'ordonnateurs secondaires du ministère de l'air aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les commandants de l'air aux colonies, lorsqu'ils exercent également les fonctions de directeurs de parc ou, dans le cas contraire, les officiers supérieurs adjoints techniques, sont désignés en qualité d'ordonnateurs secondaires du secrétariat d'Etat à l'aviation. Ils liquident et mandatent, conformément aux règles de la comptabilité publique, toutes les dépenses imputables sur les crédits qui leur sont délégués.

ART. 2. — Le présent décret abroge et remplace le décret du 26 novembre 1936, portant désignation d'ordonnateurs secondaires du ministère de l'air aux colonies.

ART. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le secrétaire d'Etat aux colonies et le secrétaire d'Etat à l'aviation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 2 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,

Général BERGERET.

Personnel

ARRETE N° 188 promulguant au Togo le décret du 21 février 1941 sur la situation des fonctionnaires coloniaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGEN D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 12 septembre 1939 appliquant aux colonies, pays de protectorat français et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le décret-loi du 1er septembre 1939 réglant la situation des personnels des administrations, services et établissements publics de l'Etat dans le cas de mobilisation générale, promulgué au Togo le 30 novembre 1939;

Vu le décret du 13 novembre 1940 rendant applicables, à partir du 1er octobre 1940, aux fonctionnaires, employés et agents rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions de la loi du 15 octobre 1940 modifiant le décret-loi du 1er septembre 1939, qui règle la situation des personnels des administrations de l'Etat en temps de guerre, promulgué au Togo le 7 janvier 1941;

Vu le décret du 21 février 1941;

Vu les instructions en date du 31 mars 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 février 1941 qui fixe la situation, en matière d'avancement et d'ancienneté, des fonctionnaires appartenant aux corps et services des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, mobilisés ou engagés pour la durée de la guerre, et les dispense de certains examens.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 1er septembre 1939, fixant la situation des personnels de l'Etat en temps de guerre et les textes qui l'ont modifié étendus aux personnels coloniaux par décret du 12 septembre 1939 et les textes subséquents;

Vu la loi du 15 octobre 1940 portant abrogation de certaines dispositions du décret du 1er septembre 1939 et étendue aux personnels coloniaux par le décret du 13 novembre 1940;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le temps passé sous les drapeaux par les fonctionnaires mobilisés ou engagés pour la durée de la guerre, qui appartenaient aux corps et services des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, leur sera compté comme temps de présence effective dans le territoire auquel ils étaient affectés et dans l'emploi qu'ils occupaient ou qu'ils auraient dû normalement occuper.

ART. 2. — Les fonctionnaires mobilisés ou engagés pour la durée de la guerre pourront, pendant toute la durée de leur présence sous les drapeaux et pendant le délai d'un an à compter du jour de leur démobilisation, être titularisés ou concourir pour l'avancement sans être astreints aux examens portant sur la connaissance des langues ou aux examens professionnels exigés normalement par leur statut.

ART. 3. — Les dispositions prévues aux articles 1er et 2 du présent décret sont applicables aux fonctionnaires qui, au moment de leur mobilisation ou de leur engagement sous les drapeaux, se trouvaient en disponibilité, en congé pour affaires personnelles ou en congé hors cadres.

ART. 4. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français, et aux *Journaux officiels* des diverses colonies et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Vichy, le 21 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

Sûreté de l'Etat en temps de guerre

ARRETE No 213 promulguant au Togo le décret du 4 mars 1941 qui rend applicables dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies les lois des 24 août et 4 septembre 1940 portant : 1^o interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante; 2^o interdiction aux capitaines de navires de commerce français de soustraire leur bâtiment au contrôle des autorités françaises.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 4 mars 1941;

Vu les instructions en date du 9 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 4 mars 1941 qui rend applicables dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies :

1^o — la loi du 24 août 1940 portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante;

2^o — la loi du 4 septembre 1940 portant interdiction aux capitaines de navires de commerce français de soustraire leur bâtiment au contrôle des autorités françaises.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

DÉCRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies :

1^o — La loi du 24 août 1940 portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante;

2^o — La loi du 4 septembre 1940 portant interdiction aux capitaines de navires de commerce français

de soustraire leur bâtiment au contrôle des autorités françaises.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et au *Bulletin officiel* des colonies.

Fait à Vichy, le 4 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

LOI portant interdiction aux officiers ou marins du commerce de servir à bord de bâtiments battant pavillon français sous contrôle d'une puissance étrangère belligérante.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DÉCRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Tout officier ou marin français du commerce qui, sauf autorisation du secrétaire d'Etat à la marine, sert à bord d'un bâtiment qui, battant pavillon français, naviguerait sous le contrôle, en droit ou en fait, d'une puissance étrangère, belligérante, sera puni des peines de l'article 83 du code pénal.

Par puissance belligérante, il faut entendre, pour l'application de la présente loi, toute puissance qui se trouve en état de guerre déclarée avec une ou plusieurs autres puissances.

ART. 2. — Les règles de compétence et de procédure fixées par les articles 553 à 574 inclus du code d'instruction criminelle sont applicables aux infractions aux dispositions de l'article 1^{er}.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 août 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le général commandant en chef,
ministre secrétaire d'Etat
à la défense nationale,
Général WEYGAND.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Raphaël ALIBERT.

L'amiral de la flotte,
secrétaire d'Etat à la marine,
Amiral DARLAN.

LOI portant interdiction aux capitaines de navires de commerce français de soustraire leur bâtiment au contrôle des autorités françaises.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DÉCRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Tout capitaine de navire de commerce français qui soustrait son bâtiment au con-

trôle des autorités françaises, soit en le conduisant, malgré les instructions reçues, dans un port étranger, soit en le faisant passer sous le contrôle, en droit ou en fait, d'une puissance étrangère belligérante, sera puni des peines de l'article 83 du code pénal.

Seront punis des mêmes peines, tous Français, tous officiers et marins du commerce français, sur la sollicitation ou avec la complicité desquels le capitaine aura livré son bâtiment.

Par puissance belligérante, il faut entendre, pour l'application de la présente loi, toute puissance qui se trouve en état de guerre déclarée avec une ou plusieurs autres puissances.

ART. 2. — Les règles de compétence et de procédure fixées par les articles 553 à 574 du code d'instruction criminelle sont applicables aux infractions aux dispositions de l'article 1^{er}.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 septembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Raphaël ALIBERT.

*L'amiral de la flotte,
secrétaire d'Etat à la marine,*
Amiral DARLAN.

*Le général commandant en chef,
ministre secrétaire d'Etat
à la défense nationale,*
Général WEYGAND.

Prohibition de sortie

ARRETE N° 221 promulguant au Togo le décret du 5 mars 1941 qui prohibe, en France pour toute autre destination que l'Algérie et en Algérie pour toute autre destination que la France, la sortie ainsi que la réexportation de produits et déchets végétaux non dénommés.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 5 mars 1941;

Vu les instructions en date du 18 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 5 mars 1941 qui prohibe, en France pour toute autre destination que l'Algérie et en Algérie pour toute autre destination que la France, la sortie ainsi que la réexportation de produits et déchets végétaux non dénommés.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le code des douanes;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du secrétaire d'Etat au ravitaillement;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Est prohibée en France, pour toute autre destination que l'Algérie, et en Algérie, pour toute autre destination que la France, la sortie ainsi que la réexportation en suite de tout régime douanier des produits ci-après :

170 bis. — Produits et déchets végétaux non dénommés.

ART. 2. — Des dérogations à la prohibition d'exportation prévue à l'article 1^{er} pourront être autorisées par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, sur avis conforme du secrétaire d'Etat à l'agriculture et du secrétaire d'Etat au ravitaillement.

Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances pourra déléguer ses pouvoirs au gouverneur général, en ce qui concerne les produits exportés d'Algérie, sur avis conforme du secrétaire d'Etat à l'agriculture.

ART. 3. — Le contrôle de l'exportation de la métropole des marchandises destinées aux colonies françaises, aux pays de protectorat et aux pays sous mandat français, sera effectué dans les conditions qui seront déterminées par le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, en accord avec le secrétaire d'Etat à l'agriculture.

Il en sera de même en ce qui concerne le contrôle de l'exportation d'Algérie des marchandises destinées à la métropole, aux colonies françaises, aux pays de protectorat et aux pays sous mandat français.

ART. 4. — Les conditions d'application des articles qui précèdent seront déterminées par arrêté interministériel.

ART. 5. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et le secrétaire d'Etat au ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 5 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*
Yves BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture,
Pierre CAZIOT.

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,*
Amiral DARLAN.

Le secrétaire d'Etat au ravitaillement,
Jean ACHARD.

Statut des Juifs

ARRETE N° 214 promulguant au Togo le décret du 9 mars 1941 sur le statut des Juifs.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 3 octobre 1940 relative au statut des Juifs, promulguée au Togo le 15 novembre 1940;

Vu le décret du 9 mars 1941;

Vu les instructions en date du 10 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 9 mars 1941 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies le décret du 26 décembre 1940 qui fixe la durée de la période pendant laquelle les fonctionnaires juifs ayant cessé d'exercer leurs fonctions, par application de la loi du 3 octobre 1940, percevront leur solde ou leur traitement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 3 octobre 1940 portant statut des Juifs;

Vu le décret du 26 décembre 1940, pris pour l'application de la loi du 3 octobre 1940;

Sur le rapport du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont étendues aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies les dispositions du décret du 26 décembre 1940, pris pour l'application de la loi du 3 octobre 1940 portant statut des Juifs.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français ainsi qu'aux *Journaux officiels* des colonies, et inséré au *Bulletin officiel* du secrétariat d'Etat aux colonies.

Fait à Vichy, le 9 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

DECRET portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 octobre 1940.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Sur la proposition des ministres secrétaires d'Etat à la présidence du conseil et aux finances;

Vu la loi du 3 octobre 1940, notamment l'article 7, ainsi conçu :

« Les fonctionnaires juifs visés aux articles 2 et 3 cesseront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi. Ils seront admis à faire valoir leurs droits à la retraite s'ils remplissent les conditions de durée de service, à une retraite proportionnelle s'ils ont au moins quinze ans de service; ceux ne pouvant exciper d'aucune de ces conditions recevront leur traitement pendant une durée qui sera fixée pour chaque catégorie par un règlement d'administration publique »;

Le conseil d'Etat entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le traitement prévu par l'article 7 de la loi du 3 octobre 1940 sur le statut des Juifs, pour les fonctionnaires qui, ayant cessé d'exercer leurs fonctions par l'effet de ladite loi, comptent moins de quinze ans de services, est fixé comme suit :

Les intéressés recevront le montant de leur dernier traitement ou solde, augmenté de l'indemnité spéciale temporaire et des allocations familiales, pendant une période calculée à raison de deux mois par année ou fraction d'année de services.

Toutefois, cette période ne pourra, en aucun cas, être inférieure à neuf, douze ou dix-huit mois suivant que le traitement de l'intéressé, compte tenu de l'indemnité spéciale temporaire, dépassait 50.000 francs, était supérieur à 25.000 francs sans dépasser 50.000 frs. ou ne dépassait pas 25.000 francs.

ART. 2. — Les ministres secrétaires d'Etat à la présidence du conseil et aux finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 26 décembre 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le ministre secrétaire d'Etat
à la présidence du conseil,*

Paul BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
YVES BOUTHILLIER.

Certification du chèque aux colonies

ARRETE N° 222 promulguant au Togo le décret du 14 mars 1941 étendant aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 28 février 1941 relative à la certification du chèque.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 14 mars 1941;

Vu les instructions en date du 18 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 14 mars 1941 étendant aux territoires

relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 28 février 1941 relative à la certification du chèque.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu la loi du 28 février 1941 relative à la certification du chèque dans la métropole;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies les dispositions de la loi du 28 février 1941 relative à la certification du chèque.

ART. 2. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'application du présent décret qui sera inséré au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 14 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

LOI relative à la certification du chèque.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Nonobstant toutes dispositions contraires tout chèque pour lequel la provision correspondante existe à la disposition du tireur doit être certifié par le tiré si le tireur ou le porteur le demande.

La provision du chèque certifié reste, sous la responsabilité du tiré, bloquée au profit du porteur jusqu'au terme du délai de présentation fixé par l'article 29 de la loi du 14 juin 1865, modifiée par le décret du 30 octobre 1935.

La certification résulte de la signature du tiré au recto du chèque. Elle ne peut être refusée que pour insuffisance de la provision.

ART. 2. — Le présent décret entrera en application un mois après la date de sa publication. Il sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 28 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre-secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLÉMY.

*Le ministre-secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

Fête du Travail et de la Concorde sociale

1^{er} Mai

ARRETE N° 219 promulguant au Togo la loi du 12 avril 1941 relative à la célébration de la fête du 1^{er} Mai.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 12 avril 1941 relative à la célébration de la fête du 1^{er} mai;

Vu le télégramme n° 162 du 26 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 12 avril 1941 relative à la célébration de la fête du 1^{er} Mai.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de poste.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 28 avril 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Le premier Mai est jour férié.

ART. 2. — Ce jour sera considéré comme Fête du Travail et de la Concorde sociale sans qu'il en résulte réduction de salaire pour les travailleurs. Dans le cas où en raison de la nature du travail celui-ci ne pourrait être interrompu, les travailleurs bénéficieront d'une indemnité compensatrice à la charge de l'employeur. La moitié du salaire ou, s'il y a lieu, de l'indemnité compensatrice sera, dans des conditions fixées par l'arrêté du secrétaire d'Etat au travail, versée au Secours National à titre de souscription ouvrière.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 12 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*

Joseph BARTHÉLÉMY.

*Le ministre, secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat au travail,

René BELIN.

ADDENDUM au décret du 15 décembre 1940 qui énumère les produits originaires d'Indochine devant être admis en franchise de droits de douane dans les colonies françaises.

Compléter la liste H annexée au décret du 15 décembre 1940 susvisé (J. O. T. n° 423 du 16 avril 1941, pages 208 — 209) par les articles suivants :

NUMEROS du tarif douanier français	DESIGNATION
109	Tabac préparés.
172 <i>ter</i>	Bière.
172 <i>quater</i>	Eaux minérales artificielles.
312	Savons autres que de parfumerie.
321	Bougies.
404	Tissus de coton écrus.
418	Convertures de coton.
459 A à J	Tissus de soie et de rayonne.
461	Sacs en papiers importés pleins de ciment.
481	Chaussures.
589	Artifices pour divertissements.
633 <i>b</i>	Casques insolaires.
648	Allumettes.
652	Parapluies.
94 (1, 3, 5)	Biscuits sucrés.
141 (10 et 11)	Coton hydrophile.
Ex. 172 <i>bis</i> B et Ex. 178 <i>bis</i>	Jus de fruits.
0165 <i>bis</i>	Soude caustique.
0165 <i>ter</i>	Carbonate de soude : brut.
368 à 371	Fils de coton : pur ou mélangé.
404 à 412	Tous tissus de coton.
482 A	Chaussures en tissus ou feutres autres que ... etc.
482 B	Chaussures en tissus de soie, bourre de soie, etc.
482 <i>bis</i> A à C	Pantoufles de tous genres.
483	Chaussures en pelletteries ou garnies de pelletteries.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Chemin de fer

Tarifs.

ARRETE N° 229 instituant une surtaxe locale temporaire sur les billets voyageurs de la ligne d'Anécho.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929, approuvant l'ensemble des tarifs du chemin de fer du Togo, homologués par décision ministérielle n° 3514 du 8 octobre 1931;

Vu le décret du 9 mai 1937 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer en Afrique occidentale française, rendu exécutoire au territoire du Togo par décret du 2 mars 1938, promulgué au Togo par arrêté n° 215 du 12 avril 1938;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1938 du Haut-Commissaire de la République fixant la procédure d'homologation des tarifs du chemin de fer;

Vu la lettre ministérielle n° 3537 du 26 septembre 1938 homologuant l'ensemble des tarifs du chemin de fer tels qu'ils résultent de la 2^e édition, mise à jour au 1^{er} janvier 1938 et notamment le tarif spécial G. V. A° 6, comportant un tarif réduit pour les voyageurs circulant sur la ligne d'Anécho;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer dans sa séance du 11 avril 1939;

Sur la proposition de M. l'ingénieur principal, chef des services des travaux publics et des transports;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 avril 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le chemin de fer est autorisé à percevoir une surtaxe locale temporaire sur tous les billets voyageurs vendus par une gare, station ou halte de la ligne d'Anécho ou par une gare, station ou halte quelconque du réseau à destination d'un point quelconque de la ligne d'Anécho.

Le taux de cette surtaxe locale temporaire est ainsi fixé :

0,10 par billet comportant un simple parcours;

0,15 par billet comportant un trajet aller et retour.

ART. 2. — Cette surtaxe sera ajoutée aux prix des billets, tels qu'ils résultent de l'application de l'article 61 des tarifs homologués et elle ne devra, en aucun cas, entrer en ligne de compte pour l'arrondissement du prix du billet.

ART. 3. — La durée de perception de cette surtaxe locale temporaire sera de deux années à compter du lendemain de la publication au *Journal officiel* du Territoire du présent arrêté.

ART. 4. — Le chef des services des travaux publics et des transports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1939.

GRADASSI.

Conseil d'administration

ARRETE général n° 1293 portant désignation des membres du conseil d'administration du Togo.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,

COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 25 juin 1940, portant création du Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937, notamment en son article 5;

Après avis du Commissaire de France au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés, pour deux ans, membres notables du conseil d'administration du Togo :

1^o — *En qualité de membres titulaires citoyens français :*

M.M. Dole, agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale à Lomé.

Trosselly Antoine, agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain à Lomé.

2^o — *En qualité de membres titulaires ressortissants Togolais :*

M.M. Ajavon Emmanuel, planteur,
De Souza Félicio, planteur.

3^o — *En qualité de membres suppléants citoyens français :*

M.M. Curtat Georges, agent de la Société Générale du Golfe de Guinée,

Galtié, agent des Chargeurs Réunis, à Lomé.

4^o — *En qualité de membres suppléants ressortissants Togolais :*

M.M. Tamakloé Théophile, président du conseil des notables de Lomé,

Mensah William.

ART. 2. — Le Commissaire de France au Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 11 avril 1941.

P. BOISSON.

Forêts

ARRETE N° 187 modifiant les limites et portant classement de la forêt de Nuatja-Sud (cercle d'Atakpamé).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 5 avril 1941 de la commission de classement;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

1^o — *A l'est :*

Le tronçon de route Lomé-Atakpamé compris entre les points kilométriques 86,500 et 93 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé et délimité :

a) par une droite d'orientation Est-Ouest magnétique d'une longueur de 1 km. 058 partant du point kilométrique 93 de la voie ferrée et aboutissant à la route déterminant le point A;

b) et une droite Est-Ouest magnétique d'une longueur de 20 mètres partant du point kilométrique 86,500 et aboutissant à la route et déterminant le point B.

2^o — *Au sud :*

Une droite d'orientation Est-Ouest magnétique partant de la route (point B) passant par le point kilométrique 86,500 de la voie ferrée sur une longueur de 1.500 mètres et déterminant le point C.

3^o — *Au nord :*

Une droite d'orientation Est-Ouest magnétique partant de la route (point A) et passant par le point kilométrique 93 de la voie ferrée sur une longueur de 2 km. 860 mètres et déterminant le point H.

4^o — *A l'ouest :*

a) Une droite d'orientation Nord-Sud magnétique partant du point C sur une longueur de 2 km. 050 mètres, déterminant le point D;

b) Une droite d'orientation Est-Ouest magnétique partant du point D sur une longueur de 200 mètres et déterminant le point E;

c) Une droite d'orientation Nord-Sud magnétique partant du point E sur une longueur de 1 km. 800 et déterminant le point F;

d) Une droite d'orientation Est-Ouest magnétique partant du point F sur une longueur de 600 mètres et déterminant le point G;

e) Une droite d'orientation Nord-Sud magnétique partant du point G sur une longueur de 2 km. 500 et aboutissant au point H.

ART. 2. — Sont distraits du territoire de la forêt classée les palmeraies établies sur la piste d'Adanouvi, telles qu'elles étaient au 1^{er} janvier 1939 (arrêté n° 417 du 3 août 1939).

ART. 3. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 4. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 5. — Le commandant de cercle du centre, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

ARRETE N° 191 portant classement de la station forestière de Togblékovi.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Après avis du receveur des domaines;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est constitué en forêt classée le territoire dont les limites sont définies comme suit :

1^o — *A l'est* :

Une ligne de délimitation située à 50 mètres de l'axe de la voie ferrée Lomé-Atakpamé et parallèlement à celle-ci selon un orientation de 390 grades sur une distance de 680 mètres.

2^o — *Au sud* :

Une droite d'orientation de 90 grades sur une longueur de 600 mètres.

Le point de départ est situé à 50 mètres à l'ouest du Km. 16.800 de la voie ferrée Lomé-Atakpamé.

3^o — *Au nord* :

Par la rivière Sio sur une distance d'environ 690 mètres (borne B 1 à B 2).

4^o — *A l'ouest* :

Une droite d'orientation de 390 grades partant de la borne (B 4 pour aboutir à la rivière Sio (borne B 1).

ART. 2. — Les droits d'usage maintenus sur la forêt sont ceux énumérés à l'article 14 du décret du 5 février 1938 sur le régime forestier du Territoire.

ART. 3. — La répression des infractions au présent arrêté s'effectuera conformément aux dispositions du titre V du décret du 5 février 1938.

ART. 4. — Le commandant de cercle de Lomé, les agents du service des eaux, forêts et chasse, les agents du service de l'agriculture, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 avril 1941.

J. DELPECH.

Commission de réforme

DECISION N° 312 constituant une commission de réforme.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 28 novembre 1924 instituant une commission de réforme au chef-lieu de chaque colonie, pays de protectorat ou territoire relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 organisant la caisse intercoloniale de retraites;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 1929 déclarant la commission prévue à l'article 1^{er} du décret du 28 novembre 1924 susvisé, également compétente à l'égard des fonctionnaires soumis au régime de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu le décret du 8 novembre 1939 relatif à la représentation des personnels aux commissions de réforme et organismes similaires pendant les hostilités;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La commission de réforme prévue à l'article 1^{er} du décret du 28 novembre 1924

susvisé est, en ce qui concerne le personnel des services de la police et de la sûreté, composée de la façon suivante :

M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives

Président

M.M. Roche, administrateur des colonies, chef du service de la sûreté,

Saint Crieg, payeur de la trésorerie du Togo, représentant du trésorier-payeur,

Lagardère, médecin capitaine des troupes coloniales, membre de la commission de rapatriement,

Membres

Réhart, commissaire principal de police du Togo, commissaire spécial du réseau des chemins de fer du Togo,

Ginet, commissaire de la police du Togo, commissaire de police de la ville de Lomé.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 19 avril 1941.

J. DELPECH.

Douanes

ARRETE N° 216 portant création d'un secteur auxiliaire des douanes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921, déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 11 novembre 1926 portant réglementation douanière dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, notamment l'article 118 de ce décret;

Vu l'arrêté n° 198 du 5 avril 1939 portant organisation du service des douanes dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, notamment l'article 3 de cet arrêté;

Vu l'arrêté n° 519 du 14 décembre 1940 portant création d'un secteur auxiliaire des douanes à Sansanné-Mango;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé à Sansanné-Mango un poste de douanes ouvert aux importations et aux exportations.

ART. 2. — Le poste de douanes de Sansanné-Mango est placé sous le contrôle du chef de la subdivision administrative autonome de Mango nommé chef du secteur auxiliaire des douanes de Sansanné-Mango.

ART. 3. — Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté, applicable à compter du 1^{er} avril 1941, qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 25 avril 1941.

J. DELPECH.

Cessions de travaux

ARRETE N° 217 fixant les majorations pour frais généraux à appliquer aux cessions de travaux faites par le service des travaux publics et transports.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction générale du 16 janvier 1905 sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies, notamment en son article 332, paragraphe 4^o;

Vu l'instruction du 4 octobre 1938 sur la comptabilité administrative des travaux en régie, et notamment son annexe IV;

Vu l'instruction du 28 décembre 1938 portant règlement sur la comptabilité générale des matières mise en vigueur par arrêté n° 22 du 14 janvier 1939;

Vu la circulaire n° 229 T. P. du 9 octobre 1940 de M. le Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'A. O. F.;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et directeur du réseau des chemins de fer;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les majorations pour frais généraux applicables à toutes les cessions de travaux faites par le service des travaux publics et transports, même à un service administratif, sont ainsi fixées pour l'année 1941 :

Service des travaux publics	A l'intérieur du Service des Travaux Publics	Aux autres services ou particuliers
	(frais généraux d'atelier)	(frais généraux d'atelier et de direction)
Cessions de travaux du garage administratif de Lomé	42 ^o / _o	52 ^o / _o
Cessions de travaux des ateliers de la subdivision des T. P. du Sud . . .	23 ^o / _o	32 ^o / _o
Service des transports	A l'intérieur du Service des Transports	Aux autres services ou particuliers
	(frais généraux d'atelier)	(frais généraux d'atelier et de direction)
Cessions de travaux du Service Voie.	18 ^o / _o	26 ^o / _o
— — Traction	39 ^o / _o	48 ^o / _o
— — Wharf	19 ^o / _o	27 ^o / _o

ART. 2. — Cette majoration est distincte de la majoration de 25% prévue à l'article 38 de l'instruction du 28 décembre 1938 portant règlement sur la comptabilité générale de matières, et qui reste applicable pour les cessions faites aux particuliers.

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, portera effet du jour de sa signature.

Lomé, le 25 avril 1941.

J. DELPECH,

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL****PERSONNEL EUROPEEN****Tableau d'avancement**

Par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 15 mars 1941, sont inscrits au tableau d'avancement les agents des cadres ci-après :

CADRE AUXILIAIRE DES TRAVAUX PUBLICS

Pour l'année 1941.

Pour le grade d'adjoint technique principal de 3^e classe :

M. René de Guise.

Promotion

Par arrêté du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 15 mars 1941, sont promus et conservent dans leur nouvel emploi les rappels d'ancienneté pour services militaires, les agents des cadres ci-après : (1)

CADRE AUXILIAIRE DES TRAVAUX PUBLICS

Au 1^{er} janvier 1941.

Au grade d'adjoint technique principal de 3^e classe :

M. René de Guise, adjoint technique principal de 4^e classe R. S. M. 2 mois 14 jours.

PERSONNEL INDIGÈNE**Tableaux d'avancement**

Par arrêtés du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 15 mars 1941, sont inscrits au tableau d'avancement les agents des cadres ci-après :

CADRES COMMUNS SECONDAIRES DE L'ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE**CADRE DES MÉDECINS AUXILIAIRES**

Pour l'année 1940

Pour médecin auxiliaire principal de 2^e classe :

M. Hospice-Dominique Coco, médecin auxiliaire principal de 3^e classe.

(1) Les présents arrêtés auront effet, en ce qui concerne la solde, du 1^{er} octobre 1940 pour les agents promus au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet 1940, et du 1^{er} janvier 1941 pour les agents promus à cette date.

Pour l'année 1941

Pour médecin auxiliaire principal de 3^e classe :

M.M. Samuel Johnson, médecin auxiliaire principal de 4^e classe.

CADRE DES SAGES-FEMMES AUXILIAIRES

Pour l'année 1940

Pour sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe :

Mmes. Bonin, née Tèvi, sage-femme auxiliaire de 2^e classe.

Pour l'année 1941

Pour sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe :

Mmes. Maboudou, née Dossou, sage-femme auxiliaire de 2^e classe.

Marie Tèvi, sage-femme auxiliaire de 2^e classe.

Pour sage-femme auxiliaire de 2^e classe :

Mmes. Clocuh, née Diogo, sage-femme auxiliaire de 3^e classe.

Ségla, née Ekoué, sage-femme auxiliaire de 3^e classe.

CADRE DES VÉTÉRINAIRES AUXILIAIRES

Pour l'année 1940

Pour le grade de vétérinaire auxiliaire de 2^e classe :

M.M. Paul Amégee, vétérinaire auxiliaire de 3^e cl.

Boehm Nathan, vétérinaire auxiliaire de 3^e cl.

Promotions

Par arrêtés du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française, du 15 mars 1941, sont promus et conservent dans leur nouvel emploi les rappels d'ancienneté pour services militaires, les agents des cadres ci-après : (1)

CADRES COMMUNS SECONDAIRES DE L'ASSISTANCE MÉDICALE INDIGÈNE

CADRE DES MÉDECINS AUXILIAIRES

Au 1^{er} janvier 1940

Au grade de médecin auxiliaire principal de 2^e classe :

M. Hospice-Dominique Coco, médecin auxiliaire principal de 3^e classe R. S. M. néant.

(1) Les présents arrêtés auront effet, en ce qui concerne la solde, du 1^{er} octobre 1940 pour les agents promus au 1^{er} janvier ou au 1^{er} juillet 1940, et du 1^{er} janvier 1941 pour les agents promus à cette date.

Au 1^{er} janvier 1941

Au grade de médecin auxiliaire principal de 3^e classe :

M.M. Samuel Johnson, médecin auxiliaire principal de 4^e classe R. S. M. néant.

CADRE DES SAGES-FEMMES AUXILIAIRES

Au 1^{er} janvier 1940

Au grade de sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe :

Mmes. Bonin, née Tèvi, sage-femme auxiliaire de 2^e classe.

Au 1^{er} janvier 1941

Au grade de sage-femme auxiliaire de 1^{re} classe :

Mmes. Maboudou, née Dossou, sage-femme auxiliaire de 2^e classe.

Marie Tèvi, sage-femme auxiliaire de 2^e classe.

Au grade de sage-femme auxiliaire de 2^e classe :

Mmes. Clocuh, née Diogo, sage-femme auxiliaire de 3^e classe.

Ségla, née Ekoué, sage-femme auxiliaire de 3^e classe.

CADRE DES VÉTÉRINAIRES AUXILIAIRES

Au 1^{er} janvier 1940

Au grade de vétérinaire auxiliaire de 2^e classe :

M.M. Paul Amégee, vétérinaire auxiliaire de 3^e cl. (rappel d'ancienneté néant).

Boehm Nathan, vétérinaire auxiliaire de 3^e cl. (rappel d'ancienneté néant).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL INDIGÈNE

Nominations

Par décision n° 340 du :
30 avril 1941. — Sont nommés gardes-frontières stagiaires les candidats dont les noms suivent :

1^o — *Candidats anciens militaires :*

Samuel Avogan,
Sedodo Gbadessi.

2^o — *Candidats titulaires de C. E. P.* :

Antoine Dovi Tètè,
Fumey H. Edoé Hugo,
Vincent Messanvi Francisco,
Dovi Afandomi,
Zobinou Gabriel,
Agbaglo Raphaël,
Adolphe François,
Bamezon Johannes,
Ackey Tossou Edouard.

Reclassement

Par arrêté n° 218 du :

27 avril 1941. — Le commis principal d'administration de 4^e classe Folly Michel est reclassé comme suit au point de vue exclusif de l'ancienneté :

Ecrivain-interprète stagiaire le 1^{er} septembre 1920.
Commis-expéditionnaire de 6^e classe le 1^{er} janvier 1921.

Commis-expéditionnaire de 5^e classe le 1^{er} janvier 1923.

Commis-expéditionnaire de 4^e classe le 1^{er} janvier 1924.

Commis-expéditionnaire de 3^e classe le 1^{er} juillet 1925.

Commis-expéditionnaire de 2^e classe le 1^{er} juillet 1927.

Commis-expéditionnaire de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 1930.

Commis principal d'administration de 6^e classe le 1^{er} juillet 1932.

Commis principal d'administration de 5^e classe le 1^{er} juillet 1934.

Commis principal d'administration de 4^e classe le 1^{er} juillet 1936.

Commis principal d'administration de 3^e classe le 1^{er} juillet 1939.

Punitions*Rétrogradation*

Par arrêté n° 215 du :

25 avril 1941. — L'infirmier de 2^e classe Mensah Benjamin est rétrogradé à la 3^e classe de son grade pour insubordination.

Blâme avec inscription au dossier

Par décision n° 321 du :

25 avril 1941. — Un blâme, avec inscription au dossier, est infligé à madame Hundt, monitrice de 3^e classe de l'enseignement officiel, pour insubordination et fautes graves dans le service.

DIVERS**Affaires courantes**

Par décision n° 334 du :

28 avril 1941. — M. de Saint-Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives, est chargé de l'expédition des affaires courantes, et délégué pour la signature des pièces comptables du budget local durant l'absence du Commissaire de France en tournée.

Assistance sociale

Par arrêté n° 186 du :

18 avril 1941. — Le chef du service de santé est nommé président actif du comité directeur de l'Œuvre d'Aide et d'Assistance aux nouveau-nés des villages de ségrégation.

Madame Meneau est nommée vice-présidente du comité directeur du même organisme.

Enseignement*Ecole normale de jeunes filles de Rufisque*

Par décision n° 323 du :

25 avril 1941. — Le nombre de places mises au concours pour l'entrée à l'école normale de jeunes filles de Rufisque est fixé à deux pour l'année 1941.

Ecole normale rurale de Katibougou

Par décision n° 324 du :

25 avril 1941. — Le nombre de places mises au concours pour l'entrée à l'école normale rurale de Katibougou est fixé à deux pour l'année 1941.

Fête de Jeanne d'Arc 1941

Par décision n° 318 du :

23 avril 1941. — Un comité est constitué en vue d'établir le programme des manifestations qui seront organisées à Lomé le 11 mai 1941 pour la célébration de la fête de Jeanne d'Arc.

Ce comité est composé de la façon suivante :

M. l'Inspecteur des affaires administratives	<i>Président</i>
Mgr. Cessou, Vicaire Apostolique de Lomé ou son représentant,	
M.M. le Pasteur Faure, directeur de la mission évangélique ou son représentant,	
l'Administrateur-Maire de la commune-mixte de Lomé,	
le Président de la chambre de commerce,	
le Commandant d'armes de la place de Lomé,	
le Chef du bureau des affaires politiques et administratives,	
l'Inspecteur de l'enseignement,	
le Secrétaire général de la fédération des sports,	
Tamakloe, président du conseil des notables de Lomé,	
Sanvee Josiah, membre du conseil des notables de Lomé.	

Membres

Le comité se réunira sur la convocation de son président.

Libération conditionnelle

Par arrêté n° 182 du :

16 avril 1941. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au détenu Folly Djokpé dit Mathias Kodjo, condamné à 8 mois de prison et 500 francs d'amende par jugement n° 66 du 28 septembre 1940 du tribunal du premier degré de Tsévié, confirmé par arrêt n° 2 du 2 janvier 1941 du tribunal colonial d'appel pour abattage de palmiers à huile et complicité de détention d'alambic et fabrication d'alcool de traite.

Résidence obligatoire

Par arrêté n° 185 du :

17 avril 1941. — Sont et demeurent rapportées les dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 528 bis du 23 décembre 1940 qui astreint pendant un an le nommé Agbodji Fiokouna Gbetro à la résidence obligatoire dans le cercle d'Anécho.

Par arrêté n° 211 du :

22 avril 1941. — Le nommé Gounilébaou, fils de Gounilébaou et de Ténin, condamné à 6 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour complicité de vol par jugement du 13 août 1935, est astreint à la résidence obligatoire dans la subdivision de Sokodé pendant dix ans, pour compter du 29 avril 1941, date d'expiration de sa peine de prison.

Surveillance des prix

(Séance du 18 Avril 1941)

Malson C^{ie} F. A. O.*Café Niaouli*

Le kilogramme 8,50

Pâtes alimentaires

Le kilogramme 14,85

Malson S. G. G. G.*Pâtes alimentaires*

Le kilogramme 14,—

Pâté T. Geo

La boîte 70,—

Pâté Geo 1/4

La boîte 14,—

Pâté Geo 1/3

La boîte 7,50

Cassoulet 1/2

La boîte 27,50

Tripes 1/2

La boîte 20,—

Rillettes 1/4

La boîte 15,50

Tête de porc 1/3

La boîte 18,—

Langues de porc 1/4

La boîte 17,50

Saindoux 4/4

La boîte 36,—

Banyuls Trilles

La bouteille 34,—

Dubonnet

La bouteille 33,—

Chaux en fûts de 400 kgs.

Le fût 880,—

Chaux

Le kilogramme 2,50

Eau de Javel "La Croix"

0 l.75 7,—

Lessive "La Croix"

Le paquet 7,—

Colle en feuilles

Le kilogramme 28,—

Enveloppes Michelin 32 × 6

La pièce 2.338,50

Enveloppes Michelin 750 × 20

La pièce 2.417,50

Enveloppes Michelin 700 × 20

La pièce 1.910,50

Enveloppes Michelin 15 × 45 C.

La pièce 878,50

Enveloppes Michelin 16 × 45 C.

La pièce 1.088,50

Chambres à air 32 × 6

La pièce 193,50

Chambres à air 700 × 20

La pièce 146,50

Chambres à air 15 × 45 C.

La pièce 107,—

Chambres à air 16 × 45 C.

La pièce 112,50

Viande de boucherie

Par arrêté municipal n° 1 du :

8 avril 1941. — L'alinéa 3 de l'article 13 de l'arrêté municipal n° 3 du 31 août 1936 réglementant à Lomé l'abatage et la mise en consommation des viandes de boucherie est modifié et complété comme suit :

« Les bouchers et leurs aides devront être indemnes
« de maladies contagieuses et notamment de trachôme,
« de tuberculose et de lèpre ».

« Au début de chaque trimestre ils devront subir
« une visite médicale le constatant ».

« Le résultat de cette visite sera consigné sur une
« fiche médicale individuelle conservée au bureau de
« l'hygiène de la ville ».

Textes publiés à titre d'information**Exportation de marchandises**

ARRETE interministériel au sujet des demandes d'autorisation d'exportation de marchandises.

LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX FINANCES, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET AU TRAVAIL, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE ET AU RAVITAILLEMENT, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A L'INTERIEUR, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES, LE MINISTRE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA MARINE ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 11 juillet 1938;

Vu le code des douanes;

Vu le décret du 29 juillet 1940;

Vu le décret du 13 septembre 1940 réglementant la sortie de certaines marchandises;

ARRETER :

ARTICLE PREMIER. — Les demandes d'autorisations d'exportation de marchandises présentées par application de l'article 3 du décret du 13 septembre 1940

doivent être adressées au ministère des finances (office du commerce extérieur), par l'intermédiaire du ministère responsable.

Ces demandes doivent être établies en cinq exemplaires suivant le modèle 01 ci-annexé.

Les demandes d'autorisations concernant les marchandises exportées d'Algérie doivent être adressées au Gouverneur général dans les conditions et sous les modalités prévues par une instruction interministérielle.

ART. 2. — La durée de validité des autorisations d'exportation est de cent vingt jours. Ce délai ne comprend pas le jour de la délivrance de l'autorisation d'exportation.

ART. 3. — L'exportation à destination des colonies françaises, des pays de protectorat et des pays sous mandat français ne donne pas lieu à la production des licences visées à l'article premier sous réserve des mesures de contrôle jugées nécessaires par l'administration des douanes.

Fait à Vichy, le 13 septembre 1940.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Yves BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail,
René BELIN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,
Pierre CAZIOT.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Marcel PEYROUTON.

Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères,
Paul BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat à la marine,
Amiral DARLAN.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

MINISTÈRE
DES FINANCES

Modèle n° 01
(papier jaunes)

Office du Commerce
extérieur.

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPORTATION (1)

Nom ou raison sociale
Profession
Adresse complète
Motifs de l'exportation
Pays de destination
Expéditeur
Destinataire
Nature de la marchandise (2)
Numéro du tarif sous lequel l'article est dédouané (3)
Poids brut (en toutes lettres)
Poids net (en toutes lettres)
Nombre de pièces, s'il y a lieu
Valeur en douane de la marchandise au lieu d'exportation
(en francs français)
Somme à encaisser en devises
Gare d'expédition (en France)
Bureau d'exportation
Date probable de l'exportation

(Date, signature et cachet du demandeur).

(1) Cette demande doit être fournie en cinq exemplaires.

(2) Mentionner la spécification de la marchandise suivant les termes exacts du tableau des droits d'entrée.

(3) Indiquer le numéro de la nomenclature douanière.

Avis du Ministère
chargé du contrôle des demandes.

Décision.

Cette licence est strictement personnelle et incessible. Toute utilisation d'une licence inapplicable exposerait le délinquant aux sanctions prévues par les articles 21 bis, 21 ter, 21 quater et 628 du code des douanes et 46 de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

AVIS DE CONCOURS

Concours du stage de l'école coloniale

Par arrêté du 7 avril 1941, paru au *Journal officiel* de l'Etat Français, en date du 9 avril 1941, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920, modifié par le décret du 20 février 1934, concernant l'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux aura lieu les 14 et 15 novembre 1941. Le nombre des places mises au concours a été fixé à trente-cinq. Le programme d'économie politique est celui des deux premières années de la licence en droit. Les demandes devront être formulées avant le 12 juillet, terme de rigueur.

Cadre supérieur de la police du Togo

Un concours pour une place d'inspecteur stagiaire du cadre supérieur de la police du Togo, aura lieu à Lomé le lundi 1^{er} septembre 1941.

Les candidats devront satisfaire aux conditions fixées par l'arrêté n° 157 du 11 mars 1933 (article 3) organisant le cadre supérieur de la police (J. O. T. 1933, page 176) et faire parvenir leur dossier réglementaire au plus tard le 10 août 1941.

La liste définitive des candidats admis à subir les épreuves sera arrêtée le 15 août 1941.

Le programme et les modalités du concours à l'emploi d'inspecteur stagiaire sont fixés par l'arrêté n° 159 du 11 mars 1933, (J. O. T. 1933, page 182).

Cadre de facteur auxiliaire des P. T. T.

Un concours pour l'emploi de facteur auxiliaire des P. T. T. sera ouvert à Lomé le jeudi 19 juin 1941.

Le nombre des places mises au concours est fixé à deux.

Les dossiers dûment constitués devront parvenir à la direction des P. T. T. une semaine avant la date fixée pour l'ouverture du concours.

La liste des candidats sera close le 12 juin 1941.

Pour être admis à concourir les candidats devront remplir les conditions suivantes :

a) Etre âgé de 16 ans au moins et de 30 ans au plus.

b) Etre titulaire du certificat d'études primaires élémentaires.

c) Produire un dossier comprenant :

1^o — Copie de l'acte de naissance dûment légalisée ou toute pièce en tenant lieu (certificat de notoriété) ;

2^o — Certificat de bonnes vie et mœurs (ces deux pièces ayant moins de trois mois de date) ;

3^o — Certificat médical établi par un médecin de l'administration constatant que le candidat est physiquement apte à l'emploi sollicité et qu'il a été reconnu indemne de tuberculose pulmonaire.

EPREUVES

1^o — Dictée d'une dizaine de lignes ;

2^o — Rédaction sur un sujet d'ordre général ;

3^o — Géographie du Togo et de l'A. O. F.

(Facultatif) Une épreuve professionnelle sur la réglementation des P. T. T. au Territoire. (Ne compte que si les candidats ont obtenu au moins la moyenne 12/20).

Une bonification de 10 points sera accordée aux candidats ayant accompli leur service militaire légal et de 15 points aux anciens combattants.

Une cote d'aptitude professionnelle de 0 à 20 sera attribuée à chaque candidat.

DOMAINES

Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du Territoire du Togo

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1160, déposée le 22 avril 1941 le sieur Agboton Joseph Louis profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lama-Kara, agissant en son nom et pour son compte personnel comme propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 10 ares situé à Atakpamé, quartier Lom'Nava, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre et borné au nord par terrain à Amuzu Abbey, à l'est par terrain à John Locco, au sud par terrain à Gaspard Abbey, à l'ouest par terrain à Joseph Lodonou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1161, déposée le 26 avril 1941 le sieur Adoyi Grégoire Akakpo profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel comme propriétaire a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant

en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier portant une maison à étage en briques de ciment avec dépendance d'une contenance totale de 1 are 19 centiares situé à Lomé, quartier n° 2, cercle de Lomé et borné au nord par la rue du Marché, à l'est par terrain à David Duega, au sud par T. 521 de Lomé à Georges Ames, à l'ouest par terrain à James Gbogbo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,
BERLIE.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 17 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Lom'Nava (subdivision d'Atakpamé), cercle du centre consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel est édifiée une maison en terre de barre, couverte en tôles d'une contenance de 9 ares et borné au nord par une rue non dénommée, à l'est par une rue non dénommée, au sud par terrain à Laurence Laté Lawson, à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lawson Vincent Laté Latévi, planteur, demeurant et domicilié à Atakpamé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 17 février 1941, n° 1151.

Le mercredi 18 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Lom'Nava (subdivision d'Atakpamé), cercle du centre consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel est édifiée une maison en terre de barre, couverte en tôles d'une contenance de 8 ares 33 centiares et borné au nord par terrain à Yessoufou, à l'est par la rue du cimetière, au sud par terrain à Gabriel Messan, à l'ouest par terrains à Lawson Martin et Abbey Firmin dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Soglo Philippe, commis d'administration, demeurant et domicilié à Vogan (cercle d'Anécho), agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 5 mars 1941, n° 1156.

Le jeudi 19 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Lom'Nava (subdivision d'Atakpamé), cercle du centre consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 8 ares 75 centiares et borné au nord par terrain à Sanoussi, à l'est et au sud par des rues non dénommées, à l'ouest par terrains à Sanoussi et Bernard Eklouvi dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Koffi Julien, instituteur, demeurant et domicilié à Okou (subdivision d'Atakpamé), agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 6 mars 1941, n° 1157.

Le lundi 23 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, quartier Tokoën (subdivision de Lomé), cercle de Lomé consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 63 ares 16 centiares et borné au nord par la route circulaire, à l'est par terrain à Anani Messa, au sud par pâturage, à l'ouest par terrain à Anani Messa dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Venance Gbegnedji, dessinateur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant comme mandataire du sieur Michel Kokou Ketemepi suivant réquisition du 8 avril 1941, n° 1159.

Le mercredi 25 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, (subdivision de Klouto), cercle du Centre consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, de palmiers à huile, de caféiers d'une contenance de 2 hectares 81 ares 40 centiares et borné au nord par terrains à Lanklé et Gustave Koffi, à l'est par terrain à la Mission Catholique, au sud par la route de Woamé à Mayondi-Klo, à l'ouest par terrain à Akliya dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Foli Norbert Kodjo, cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 5 mars 1941, n° 1152.

Le jeudi 26 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, subdivision de Klouto, cercle du Centre consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, de palmiers à huile, de caféiers d'une contenance de 6 hectares 53 ares 11 centiares et borné au nord par la route de Woamé à Mayondi-Klo, à l'est par terrain au requérant, au sud par terrain à Richard Aheto, à l'ouest par le canton de Mayondi-Klo dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Foli Norbert Kodjo, cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 5 mars 1941, n° 1153.

Le vendredi 27 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, subdivision de Klouto, cercle du Centre consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et de diverses essences d'une contenance de 2 hectares 21 ares 90 centiares et borné au nord par terrain à Félix Kpessé, à l'est par terrains à Dabi Zinou et Félix Kpessé, au sud par terrain à Nyegbé Adjo, à l'ouest par terrain à Kokoroko Tshé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Bleko Albert Tsekpé, cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 5 mars 1941, n° 1154.

Le samedi 28 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, subdivision de Klouto, cercle du Centre consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et diverses autres essences d'une contenance de 5 hectares et borné au nord par la rivière Adetugbé, à l'est par terrain à France Yiboé, au sud par terrains à Félix Kpessé et Abacho, à l'ouest par terrain à Eugenhart Keté dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Lanklé Seth Emmanuel, cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 5 mars 1941, n° 1155.

Le lundi 30 juin 1941 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, subdivision de Klouto, cercle du Centre consistant en un terrain rural, non bâti, complanté de cacaoyers et de diverses autres essences d'une contenance de 1 hectare 44 ares 10 centiares et borné au nord par terrains à Nyegbé Adjo et Rudolph Tsogbé, à l'est par terrain à Tsedi Tsogbé, au sud par terrains à Djata Zinou, Félix Kpessé et le ruisseau Ahatsé, à l'ouest par une montagne dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aklamanou Marcus Ankou, cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, agissant en son nom et pour son compte personnel suivant réquisition du 28 mars 1941, n° 1158.

Le conservateur de la propriété foncière,

BERLIE.

AVIS

AUX CREANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DES MATIÈRES GRASSES

Tribunal de Commerce de Lomé (Togo)

Les créanciers de la faillite de la Société Africaine des Matières Grasses sont invités à déposer, dans le délai de 20 jours de la présente insertion, entre les mains de Mr. PIQUELIN Louis Commerçant à Lomé, syndic de ladite faillite, leurs titres et un bordereau indiquant la cause et le montant de leur créance.

Ce n'est qu'après l'accomplissement de cette formalité qu'il peut être procédé à la vérification et à l'affirmation des créances, opération pour laquelle les créanciers seront ultérieurement convoqués; seuls les créanciers vérifiés et affirmés votent au concordat et sont compris dans la répartition de l'actif.

Les pouvoirs doivent être enregistrés avant l'assemblée et certifiés par le mandataire.

Par ordre de M. le Juge-commissaire.

Le Greffier,

LOUIS GAËTAN